

LES 4 VÉRITÉS

La publication anti bourrage de crâne

HEBDO

N° 1284

VENDREDI 5 MARS 2021



Dessin de Miège

ÉDITORIAL Jean Rouxel

Allons-nous nous réveiller ?

Au bout de quelques jours, on ne parle déjà presque plus de Didier Lemaire, ce professeur de philosophie qui a eu le front de dire publiquement que Trappes, où il enseignait, n'était plus une ville française et que le salafisme y gagnait du terrain.

Accusé de mensonge et « d'islamophobie » par le maire de Trappes Ali Rabeh, l'enseignant a dû renoncer à faire cours à ses élèves et se trouve sous protection policière depuis la décapitation de Samuel Paty – à la suite de laquelle il avait signé une tribune appelant à résister à l'islamisme.

Cette énième affaire est symptomatique de la dégradation du climat en France.

De toute évidence, dans certaines villes, l'appareil d'État ne s'estime plus assez fort pour résister à la charia – ni surtout pour protéger les Français qui s'y opposent.

Il est également significatif que Didier Lemaire ne soit pas vraiment un « extrémiste » de droite, mais plutôt, comme beaucoup d'enseignants, un homme de gauche (il a même voté Macron en 2017).

Mais, en réalité, c'est toute l'institution scolaire qui se trouve tétanisée devant la menace. Selon l'ancien inspecteur général Jean-Pierre Obin, seuls 6 % des enseignants sont formés pour faire face aux atteintes à la laïcité.

L'institution oscille entre une défense de ses membres et une peur panique d'apparaître « islamophobe » – surtout dans ces quartiers où l'islam est devenu majoritaire.

On a dit que Samuel Paty avait été « lâché » par sa hiérarchie – même si l'information a été démentie. Mais, que ce soit vrai ou non, ce qui saute aux yeux, c'est que l'Éducation nationale (et, plus généralement, la France) est fascinée par l'islam radical, comme la proie par le serpent: elle sait que c'est un ennemi mortel, mais elle ne parvient plus à réagir et s'abandonne à la mort.

Qu'aujourd'hui encore, après tant d'assassinats, on en soit encore aux débats byzantins sur la distinction islam-islamisme en dit long!

« Où trouver une puissance capable de contrebalancer la puissance formidable de l'État ? Il n'y en a pas d'autre que la propriété. »

PIERRE-JOSEPH PROUDHON

Il n'existe qu'une attitude possible pour survivre: refuser la fascination, se redresser et chasser le serpent.

Ce qui, en l'occurrence, veut dire: cesser d'être impressionné par l'accusation paralysante d'islamophobie, fermer les frontières et dire clairement à quelles conditions les musulmans peuvent demeurer sur notre sol.

Le projet de loi sur le séparatisme est, de ce point de vue, une nouvelle occasion manquée!

LES 4 VÉRITÉS

La publication anti bourrage de crâne

HEBDO

LES 4 VÉRITÉS 2021 ©

Publication hebdomadaire

(CPPAP N° 1124, I 82 712)

<redaction@les4verites.com>

<http://www.les4verites.com>

(webmaster : <webmaster4v@les4verites.com>)

Siège : 3, rue de l'Arrivée - 75015 Paris

(GT Éditions SARL) - Tél. : 01 42 50 18 63

<abonnement@les4verites.com>

Directeur de la publication :

Guillaume de Thieulloy

Conseiller éditorial : Alain Dumait

Rédaction : Jean Rouxel (rédacteur en chef)

Le numéro : 1,20 €

Abonnement 50 numéros : 60 € TTC

Abonnement de soutien à partir de 100 €

Personnes morales (entreprises ou administrations) :

200 €, TVA à 2,10 % en sus

Imprimerie : LGI, Dombasle (54)

Également disponible en format numérique

Fichiers déclarés à la CNIL (N° 672024)

Exemplaire gratuit sur simple demande écrite

Abonnez-vous et faites abonner vos amis à notre lettre électronique gratuite.

Rendez-vous sur notre site:

<www.les4verites.com>

SOMMAIRE

2 Les retraités du privé toujours oubliés

Entretien avec Marie-Laure Dufrière

ÉCONOMIE

3 Pourquoi pas le général de Villiers ?

par Christian L'Huillier

POLITIQUE

4 Votre opinion nous intéresse

COURRIER

5 L'effondrement de la gastronomie française

par Christian Lambert

DES LECTEURS

6 Le règne de la désinformation

par Guy Millière

SOCIÉTÉ

7 Défendons nos sociétés contre les prédateurs !

par Joëlle Melin

INTERNATIONAL

8 Ne comptez pas sur nous pour la cancel culture !

par Bernard Antony

CHRONIQUE POLITIQUE

Partis En 2021 les partis politiques coûteront 66 433 084 euros aux contribuables, dont 20 960 439 euros pour le seul parti présidentiel.

Bandes Selon la préfecture de police de Paris, les affrontements entre bandes rivales de « jeunes » dans la capitale auraient causé au moins 3 morts et 280 blessés en 2020.

Apple Le géant de l'informatique a réalisé au dernier trimestre de 2020 un chiffre d'affaires de 111,4 milliards de dollars, soit 21 % de plus que l'année précédente.

Toulouse Alors qu'en l'an 2000, un salaire mensuel de 1660 euros permettait de s'acheter un appartement de 62 m² à Toulouse, il ne permet plus, vingt ans plus tard, que de s'acheter un appartement de 35 m².

Suicide On estime que le risque suicidaire parmi les étudiants français s'élève à 6 ou 7 %.

LVMH Début janvier, la capitalisation du grand conglomérat du luxe LVMH s'élevait à 260 milliards d'euros. C'était la première capitalisation du CAC 40.

Épargne L'épargne des Français a augmenté d'environ 200 milliards d'euros en 2020.

Revenu En 2020, le revenu mensuel moyen des étudiants français s'élevait à 919 euros.

« Gratuité » La proposition de la journaliste Audrey Pulvar de rendre gratuits les transports en commun en Île-de-France devrait coûter au moins 2,2 milliards d'euros par an.

Impôt Entre 2014 et 2017, le crédit d'impôt pour la transition énergétique a représenté un manque à gagner pour le fisc de 5,4 milliards d'euros.

Immobilier Tous les ans, la Direction Nationale d'Interventions Domaniales, en charge de l'immobilier de l'État, réalise plus de 100 000 évaluations, pour une valeur supérieure à 50 milliards d'euros.

Retraites : une réforme mort-née

Entretien avec Marie-Laure Dufrêche

Déléguée générale de Sauvegarde Retraites

Où en est le projet de réforme des retraites adopté en première lecture par l'Assemblée nationale au mois de mars dernier ?

Il est au point mort et tout laisse à penser qu'en dépit des déclarations du gouvernement, la marche arrière est déjà enclenchée. Il n'y a pas lieu de le regretter, car ce projet de réforme, mal conçu et mal conduit, prévoyait de prolonger l'existence des régimes spéciaux du secteur public pendant un demi-siècle. En outre, au cours des négociations ayant suivi l'adoption du texte par l'Assemblée nationale, le gouvernement d'Édouard Philippe avait accordé aux syndicats de nombreuses compensations et dérogations, en plus de celles déjà contenues dans le projet de loi initial. L'équité entre les régimes de retraite du privé et du public n'était donc plus d'actualité.

Les avantages considérables dont bénéficient les affiliés aux régimes spéciaux du public (par exemple en matière d'âge de départ) ne seraient pas choquants s'ils étaient financés par leurs bénéficiaires ; mais leur coût élevé incombe aux travailleurs du secteur privé, beaucoup moins bien lotis. Ils sont en effet payés avec le produit de l'impôt.

Mais est-il possible de supprimer les régimes spéciaux en changeant brutalement la « règle du jeu » en vigueur jusqu'à présent ? Ne vaut-il pas mieux les fermer et attendre leur extinction ?

C'est ce qu'a prétendu le président Macron, en évoquant un « pacte avec la nation » qui aurait été passé par les béné-

ficiaries des régimes spéciaux. Ainsi, la réforme ne s'appliquerait qu'aux nouveaux entrants sur le marché du travail : c'est la fameuse « clause du grand-père ». Mais juridiquement, ce pseudo « pacte » n'existe pas. Au contraire, le statut sous lequel sont placés les agents publics peut être révisé unilatéralement par l'État employeur (à l'inverse d'un contrat), si l'intérêt général le demande – ce qui est le cas, car les régimes du public coûtent « un pognon de dingue », comme dirait Emmanuel Macron, à l'ensemble des contribuables et plombent le déficit public.

Quant à la brutalité que revêtirait un changement de « règle du jeu » immédiat, personne ne s'est posé cette question quand cette règle a été modifiée pour les régimes du privé, sous le gouvernement d'Édouard Balladur, en 1993. Les syndicats n'ont jugé bon de protester que lorsqu'Alain Juppé a voulu appliquer des mesures similaires aux régimes du public, deux ans plus tard. On a bien vu l'hiver dernier que rien n'a changé à cet égard : les syndicats, qui recrutent principalement dans le secteur public et entretiennent un rapport pervers avec l'État qui les subventionne massivement, sont toujours prêts à sacrifier les intérêts des travailleurs et retraités du secteur privé à ceux des agents publics. Ils se sont servis en 2019 de la même arme qu'en 1993, en bloquant le pays par les grèves des transports en commun – confinant ainsi les Français, avant le coronavirus.

Quelles conséquences la crise sanitaire et économique peut-

elle avoir sur les retraites ?

Selon le Conseil d'Orientation des Retraites (COR), service attaché au Premier ministre, il faut s'attendre à ce que le solde du système de retraite se creuse « très massivement », sous l'effet d'« un choc économique colossal et sans précédent ».

Le déficit « officiel » devrait avoisiner 25 milliards d'euros – mais ce chiffre ne prend pas en compte les effets du deuxième confinement, qui aggravera les effets du premier.

Les nombreuses faillites d'entreprises et la mise au chômage partiel ou total d'une importante partie des actifs se traduisent par une baisse considérable des cotisations (dans le secteur privé, la masse salariale diminuerait de 7,9 %).

On peut donc s'attendre à ce que le déficit du système de retraite soit beaucoup plus important que ce qu'annonce le COR. Or, la situation des régimes du privé se dégrade depuis des années, en raison notamment d'un rapport démographique de plus en plus mauvais entre les actifs cotisants et les retraités pensionnés. On va dans le mur.

Si le montant des pensions ne diminue pas directement, comme le craignent de très nombreux retraités, elles seront rognées par des augmentations d'impôts, par exemple sous prétexte d'alimenter la cinquième branche de la Sécurité sociale pour l'autonomie, créée par une loi du 7 août dernier...

La situation aurait pu être moins catastrophique, si les politiques avaient eu plus de courage et réalisé la réforme de fond que Sauvegarde Retraites réclame depuis 20 ans. ■

Défense du général de Villiers

Je réagis à l'article des « 4 Vérités » n° 1272, dans lequel le général Dubois flinguait le général de Villiers.

Il en a, certes, parfaitement le droit constitutionnel. Cependant, je trouve son jugement d'une sévérité excessive, d'une part, et imprudent, d'autre part, en donnant ainsi aux « pékins » qui ne nous aiment généralement pas, des cartouches qu'ils seront heureux d'utiliser pour se satisfaire et nous mettre, nous autres, soldats de France, sous le boisseau où ils nous maintiennent perversement.

C'est tellement plus facile de gouverner des ânes, castrés, métissés, déracinés, diplômés et surtout, divisés, car d'aucuns de divers « clubs » (suivez mon regard de vieux « kroumir » du renseignement ayant refusé à deux reprises de pénétrer des familles fraternelles que l'on m'offrait de rejoindre, ce qui me valut quelques coups de canons en retour!) – d'aucuns, dis-je se chargent d'entretenir la division selon les consignes reçues.

Cela coûte cher, certes, d'être libre, mais aussi, quel plaisir!

Je fais confiance au général de Villiers parce qu'il fut un bon chef au feu dans ses responsabilités, dans les Balkans en particulier. Et c'est déjà beaucoup, reconnaissez-le.

Que voulez-vous? Seuls 10 % de nos chefs militaires ont fait la preuve de leur capacité de commandement dans des conditions difficiles, au feu – et le général Dubois le sait aussi bien, sinon mieux, que moi.

Pour porter un jugement de valeur sur un soldat, il faut avoir été, au même endroit, au même

moment et y avoir accompli les mêmes exploits, ce qui généralement rend modeste.

Par ailleurs, le général de Villiers ne pouvait s'étendre sur ses choix opérationnels et ainsi « déculotter » sa pensée dans le petit et court entretien dont il était question.

Un petit rappel, que je m'autorise en vieux soldat, passionné par mon cher et vieux pays. Depuis 1789, j'observe que la France, premier pays en Europe, est dégringolée à la 4^e ou 5^e place.

Et, si nous faisons le bilan humain, c'est colossal et dramatique pour les flots de sang français répandus perversement et trop souvent bêtement.

Témoins: cette révolution, la Terreur, les guerres de Napoléon qui mit le feu à toute l'Europe, sous les regards des pitoyables frangins de ce pauvre mais courageux Louis XVI, et de son triste cousin, fils d'Égalité qui vota sa mort (obtenue à une voix de majorité!).

Nous réalisons que notre rang a sacrément reculé et ce, malgré nos merveilleux soldats que nous avons eu la chance d'accompagner et de commander au feu.

Je garde à titre personnel une reconnaissance et une affection éternelles à ces compagnons et à ces bons chefs qui me permirent de remplir les missions qui m'étaient demandées, au Proche-Orient ou en Afrique.

Glissons sur les sonneries des successeurs des saignées successives de 1830, de 1848, de ce pauvre Napoléon III, de 1870, de ces guerres déclarées trop souvent par nos « politiciens » au chaud dans les vieux palais de

Christian L'Huillier
lullius@hotmail.com

l'ancien régime et qui ne vinrent JAMAIS donner l'exemple au feu, car « l'eau, ça mouille et le feu, ça brûle »!

L'éternel « Armons-nous et partez vous faire casser la gueule » est une antienne connue, hélas, depuis des lunes et psalmodiée à l'envi par nos tristes, trouillards et nullement exemplaires « politiciens ».

Voici, mon général, ma réaction de soldat qui ne partage pas votre analyse et voue une affection sans borne au pays de mes pères et à ses fidèles, honnêtes et courageux serviteurs que sont nos soldats de France.

Je garde donc une totale confiance au général de Villiers, malgré cette diatribe. ■

Alternative ?

« L'alternative à la prison, ça s'appelle la liberté et, pour la société, ça s'appelle le danger. »

Marine Le Pen

Ben voyons...

« La crise ne coûtera rien aux usagers. »

Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France

Racisme

« Une espèce de racisme est en train de s'emparer de la société française et fait que des gens décident vis-à-vis d'une seule religion, les musulmans, ce qui est tolérable ou pas. »

Éric Coquerel, député LFI

Climat Les membres de la « convention citoyenne » sur le climat ont été invités à voter pour savoir si les mesures annoncées par le gouvernement permettraient de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % d'ici 2030. Résultat: le gouvernement a reçu une note de 2,5 sur 10.

Cadres 52 % des cadres français ont peur de perdre leur emploi dans les prochains mois.

Confinement Un professeur récemment interrogé par le quotidien « 20 minutes » estimait que, s'il devait y avoir un nouveau confinement, 50 à 70 % de ses élèves ne parviendraient pas à suivre les cours à distance.

Chute Un homme de 65 ans a récemment survécu sans séquelle grave à une chute de plus de 300 m dans les Pyrénées.

Crise 57 % des Français approuvent la stratégie du gouvernement dans l'actuelle crise sanitaire.

Qatar Un tournoi féminin de beach-volley, le *Beach Volleyball World Tour*, doit se tenir à Doha (Qatar) du 8 au 12 mars prochains. Problème: il est d'usage dans ce sport que les athlètes jouent en bikini et ce n'est pas islamiquement correct. Les autorités qatariennes ont donc prié les joueuses de s'habiller plus décentement... avant de céder devant la menace de boycott!

Violence 63 % des étudiantes françaises disent avoir subi ou avoir été témoins de violences sexistes ou sexuelles sur leur campus.

Khmers verts Le nouveau maire de Lyon, Grégory Doucet, en conformité avec son idéologie écologiste radicale, vient d'annoncer son intention d'interdire la viande dans les menus des cantines scolaires. L'avantage de cette décision « vegan », c'est que, du même coup, tous les repas de cantine dans l'agglomération seront aussi hallal!

Marine Le Pen

« Le Rassemblement national est-il en train de changer? Gérard Darmanin a eu raison lorsqu'il a jugé « molle » la présidente du RN, lors de leur débat télévisé.

Macron lui-même la trouve plus souple et plus rassurante. Mais rassurante pour qui?

Pas pour ses électeurs traditionnels qui voient d'un très mauvais œil cet éloignement des valeurs de leur parti, valeurs qui semblaient pourtant gagner du terrain dans l'opinion publique.

Alors rassurante sans doute pour les déçus du macronisme, qui aura bien du mal à conserver son audience lors des prochaines élections.

Ce renfort sera-t-il suffisant pour offrir la victoire à la présidente du RN? Ce n'est pas numériquement impossible; mais alors, cela posera une autre question, fondamentale: quelle Marine Le Pen serait alors portée à la tête de l'État? Une première réponse sera apportée lors de la nomination de son gouvernement. Il lui sera difficile de ne pas s'entourer de ceux qui l'ont accompagnée pendant ces longues années d'attente. Mais, en même temps, dirait Macron, pour mener quelle politique? »

Roger Saint-Pierre
roger.stpierre@wanadoo.fr

Majorité silencieuse

« Il est dangereux pour un peuple de compter en son sein trop de vanités personnelles et pas assez d'orgueil collectif, disait Gustave Le Bon. Après la médiocre prestation de Marine Le Pen face à Emmanuel Macron en 2017, après le dernier face à face de la même contre Gérard Darmanin, on peut raisonnablement penser que MLP ne fait pas le poids. De plus, il est illusoire de croire qu'un Le Pen puisse être élu tant ce nom a été sali au cours des 50 dernières années. Donc un éventuel duel MLP-EM serait perdu pour la droite, quelle que soit la médiocrité avérée du quinquennat actuel. Il faut donc sacrifier son égo au profit du succès de ses idées.

La seule solution est de fusionner tous les partis de droite en un seul mouvement, l'appeler le parti de la majorité silencieuse ou du bon sens, allant de Wauquiez aux identitaires et aux libéraux, s'il en reste. Le chef de file, de préférence peu connu, devra être présentable, moralement inattaquable et pourra, seul, défier le système, fort des convergences d'idées de tous ses soutiens qui devront oublier, l'espace d'un vote, ce qui les sépare. C'est à ce prix, nécessaire et probablement suffisant, qu'on pourra commencer à redresser le pays.»

J.-L. Bozon
jl.bozon@gmail.com

Trump

« Dans le n° 1279, Michel Évrard met en doute les allégations de Guy Millière sur Trump. Ce lecteur pourrait attribuer les mêmes doutes à Évelyne Joslain. Comme beaucoup de Français, il s'arrête « au politiquement correct ». Il parle de tribunaux dans les mains du parti démocrate ou sous la menace faites à des personnes par des organisations violentes.

C'est déjà ce qui se passe en France contre Éric Zemmour où CNEWS se voit retirer ses annonceurs publici-

taires sous la menace des *Sleeping Giants*.

De son côté, notre gouvernement parle déjà d'élection par correspondance, cette méthode qui a si bien marché en Amérique. Cela ne vous interpelle-t-il pas?

Lecteur des « 4 Vérités », M. Évrard devrait davantage méditer l'adage: « Quand on veut tuer son chien, on l'accuse de la rage. » »

Anne-Marie Saliou
jean-marie.saliou0669@orange.fr

On est chez nous!

« Il y a quelques jours, j'ai été interloqué par la déclaration faite à la télévision par un représentant de LFI à propos du collectif Génération Identitaire (GI) dont je ne connais pas grand-chose, sinon qu'il avait eu l'audace de pendre une banderole sur le chantier de construction d'une mosquée à Poitiers. Vous voyez l'exploit! S'il fallait condamner quelqu'un pour cela, c'est bien le maire qui a laissé passer le permis de construire – le projet étant en soi une provocation à la mémoire du pays, à son histoire, à la mémoire de Charles Martel. Mais qui se soucie aujourd'hui de l'histoire?

L'orateur de la France Insoumise a tout de suite fustigé le mouvement Génération Identitaire en le déclarant raciste et antisémite. L'intention de GI serait de chasser les Juifs de France. Vient ensuite le qualificatif de raciste, s'agissant d'une banderole brandie au nez d'immigrants clandestins à la frontière pyrénéenne. Pensez donc, le message était: « On est chez nous »! Eh bien, oui!

Pour ma part, je n'ai pas oublié un épisode en relation avec le sujet qui nous occupe. En juillet 2011, un jeune clandestin avait été pris en photo à la frontière de la Seine-Saint-Denis, devant la pancarte départementale, pour nous signifier « le haut, c'est chez nous, le bas, chez vous ».

On ne peut être plus clair. Souvenons-nous du Kosovo, berceau spirituel de la Serbie, colonisé par les migrants albanais. La Seine-Saint-Denis, berceau spirituel de la France, suit le même destin. »

Jean-Paul Bouquet
jpbouquet.delecey@orange.fr

Pauvres vieux...

« La vieillesse est un naufrage, a remarqué De Gaulle, mais, à cette époque, il n'y avait pas les mouiroirs EHPAD et les grands-parents vivaient dans leurs familles. M. Attali va plus loin et souligne que « l'euthanasie sera un instrument essentiel de nos sociétés futures ». De plus, chacun sait que les personnes âgées se perdent fréquemment dans l'utilisation d'un

ordinateur. Dans cet esprit, le ministre des Finances vient d'indiquer aux retraités que, pour contrôler leur déclaration de revenus, ils ne recevront plus le document mais pourront simplement le consulter sur le site ensap.gouv.fr!

Jean-Paul Faucounau
faucounau.expert@yahoo.fr

Plus on mange mal, plus on parle de gastronomie !

Depuis la fermeture des restaurants, journaux et magazines consacrent des pages et des pages à la gastronomie. Voilà ce que vous allez faire pour vous offrir chez vous un repas délicieux. S'ensuit une liste imposante de produits, au demeurant souvent difficiles à trouver, hormis le persil, l'ail et l'échalote – le romarin et le serpolet étant, eux, plus difficiles à trouver. Il faut aller les chercher. Il faut aussi soigneusement respecter le temps de cuisson, chronomètre en main : 6 minutes 30 secondes ou 11 minutes à feu doux. Hélas, ce n'est pas tout le monde qui a le temps et la patience de faire tout cela, de « faire de la bonne cuisine ».

La cuisine est un art et une science qui exigent de bons produits, une grande attention et beaucoup de patience. La cuisine est l'un des premiers signes de la civilisation. J'y reviendrai. Dis-moi ce que tu manges et je te dirai ce que tu es !

Aujourd'hui, la cuisine comme elle était couramment pratiquée autrefois est remplacée par ce qu'on appelle en bon français le « *fast-food* ». Nous avons déjà dans notre langue le mot « *water-closet* ». Mais je ne veux pas dire qu'entre *fast-food* et *water-closet*, il n'y a pas de différence, ce serait excessif ! Il reste que ce *fast-food* a dû être inventé par Satan, un jour où il était de mauvaise humeur. C'est un mélange indéfinissable de produits faits pour couper l'appétit.

Les restaurants n'en ont jamais servi, heureusement, qui offraient souvent de très bons plats dont on va finir par perdre le souvenir. Les restaurants sont fermés. Ils devaient rouvrir le 20 février, puis on a dit en mars, puis à l'été, puis en 2022. En fait, on n'en sait rien. C'est un coup très dur pour la profession. Beaucoup de restaurateurs ne s'en remettront pas. En attendant, pour rappeler que la gastronomie, ça existe, on reçoit de magnifiques dépliants sur lesquels s'étalent des photos plus qu'attrayantes qui vous invitent à goûter notamment aux délices du Périgord – le ravioli de poisson au coulis de langoustines, le pâté de pintades aux raisins et bien sûr le cassoulet de Castelnaudary, renforcé de haricots lingots. Ces photos, on les mangerait. Hélas, hélas, hélas, lorsque ces merveilleux produits, après commande, arrivent dans votre assiette, ils sont beaucoup moins merveilleux qu'attendus. On ne trouve pas de différence entre une terrine et une autre. À cette séduisante présentation des produits sur papier succède rapidement une grande déception. Pour autant, ne nous plaignons pas. Lorsque la France sera entièrement islamisée – elle en prend le chemin –, après la prière de la nuit, on regrettera les terrines que je viens d'évoquer. On regrettera ces artisans qui, naguère dans chaque village, fabriquaient une très bonne charcuterie que le couscous ne remplacera pas.

Oui, la cuisine est le premier signe de la civilisation. Des souvenirs d'au-

trefois m'incitent à le dire. Étant enfant, j'ai passé plusieurs jours chez des fermiers modestes, où sur la cuisinière au charbon mijotait toujours un excellent plat qu'on appelait le frichti. Chez ces braves gens, mal manger aurait été une grave impolitesse. Bien plus tard, invité par un notable africain à un cocktail qu'il donnait à ses amis et connaissances, je l'entendis me dire discrètement à l'oreille : « Surtout ne touchez à rien. »

Aujourd'hui, sur la cuisinière, il n'y a plus rien. C'est fini. Sur cette machine qui fait face à la machine à laver, pas de frichti. On dirait des appareils faits pour explorer la planète Mars, des machines généralement en panne. Je m'en suis étonné. On m'a répondu que l'électro-ménager était conçu pour tomber en panne. Donc pas de bonne cuisine. Consolez-vous avec des carottes râpées et du céleri rémoulade !

Nous avons néanmoins de quoi nous réconforter.

Nous avons, nous Français, le vin. La France reste la reine mondiale du vin. Les grands vins sont français. Nul besoin d'acheter chaque jour une bouteille de Romanée-Conti à 22500 euros ou d'enlever ce qui est présenté chaque année par les hospices de Beaune. Un bon Santenay suffira. On raconte que Napoléon fit présenter les armes aux vignobles de Gevrey-Chambertin. C'est, bien sûr, une légende et pourtant ces vignobles méritent bien qu'on leur présente les armes. De chaque côté de la route des grands crus en Bourgogne se succèdent des vignobles qui sont des merveilles : Aloxe-Corton, Pommard, et d'autres encore. Mais attention, des vigneron français ont été appelés en Australie pour y planter des cépages français et j'ai vu moi-même embarquer dans un avion pour la Chine des plants de vigne à planter en Chine du Sud. Et il est vrai qu'étant à Macao, j'ai bu de ce vin franco-chinois qui était tout à fait acceptable. Oui, attention, ne tressons pas des verges pour se faire battre, de telle sorte que la concurrence apparaîtra sur les rayons de nos supermarchés avec le vin chinois à côté du vin français. Je dois le répéter : l'alimentation, sa nature, la façon dont on la prépare est à la base de la civilisation. Veillons à rester dans cette minorité qui sait ce qui est bon, qui sait en profiter avec goût et modération et, si vous passez devant les grands vignobles de Bourgogne (sans oublier ceux de Bordeaux), ne présentez pas les armes – d'ailleurs nous n'en avons plus les moyens – mais saluez-les avec respect, en soulevant votre chapeau, avec une pensée pour Jules César qui gagnant Autun, qui s'appelait alors Augustodunum, où il résidait, aurait dit : Plantez-moi toutes ces collines de vigne, et vite !

Merci César !

Christian Lambert

Arabes et Berbères

« **J**ean Rouxel débute son éditorial « Haine mémorielle » (n° 1282) par la phrase : « On sait qu'Emmanuel Macron a quelques difficultés avec l'histoire, la géographie et la culture françaises. » Il n'est que de se souvenir de sa déclaration à « Brut » : « Quand votre enfant parle arabe, c'est une chance pour la France. » ¶ M. Macron semble ignorer que, si l'arabe est la langue religieuse des musulmans, ce n'est pas elle qui est

majoritairement parlée en France par la constellation de l'immigration maghrébine, constituée essentiellement de Berbères. Avant d'être envahie par les Arabes, l'Afrique du Nord s'appelait la Berbérie.

Au temps (heureux ?) de l'Algérie française, il ne fallait surtout pas qu'un Européen dise à un Kabyle qu'il était un Arabe. À Alger, un Kabyle, s'il pouvait s'exprimer en français, parlait aussi l'arabe mais surtout le kabyle.

Dès l'indépendance de l'Algérie, les cadres berbéristes, essentiellement des Kabyles, mis en accusation par le FLN, furent écartés de la direction du mouvement nationaliste, puis exclus. Certains furent même assassinés. Le berbérisme fut ensuite effacé de la revendication nationaliste au profit d'un « islamisme arabe » qui devint la doctrine officielle du FLN. En 1962, le gouvernement algérien supprima de l'université d'Alger la chaire de kabyle ancrant la vo-

lonté du régime sur la négation de son histoire et de sa composition ethnique. Mais le président Macron et ses conseillers sont incapables de discerner ces subtilités ethniques et, par de tels propos, ils font le lit du nationalisme arabo-islamique qu'ils prétendent combattre par ailleurs en luttant contre le séparatisme islamiste. »

Antoine Esposito

antoineespositomartinez@gmail.com

Les grands médias n'informent pas, ils désinforment!

Guy Millière

mguymilliere@aol.com

DirectTV Entre 2015 et 2020, le bouquet de chaînes DirectTV est passé de 25 millions d'abonnés à 18 millions.

Parisien « Le Parisien » a annoncé le lancement d'un nouveau cahier central, intitulé « Le Grand Parisien », qui remplacera les neuf cahiers départementaux jusqu'ici distribués avec le quotidien dans les huit départements d'Île-de-France et l'Oise.

Twitter Début janvier, Twitter a supprimé 70 000 comptes supposés liés à QAnon, plateforme « conspirationniste ».

Clubhouse Le nouveau réseau social Clubhouse (réservé aux iPhones), lancé en 2020 aux États-Unis, est utilisé par 11 millions d'internautes et il est valorisé autour du milliard de dollars.

Réseaux sociaux Le lendemain de la suppression du compte Twitter de Donald Trump, le réseau social conservateur Gab a reçu pas moins de 12 millions de visites en 12 heures. Le même jour, Parler, clone conservateur de Twitter, était l'application la plus téléchargée aux États-Unis.

Pornographie Selon le gouvernement, plus d'un enfant sur 3 a vu des contenus pornographiques avant l'âge de 12 ans et les deux tiers de ces très jeunes enfants disent en avoir été choqués. Mais seulement 7 % des parents pensent que leurs enfants de moins de 12 ans ont déjà vu des contenus pornographiques.

Librairie Le nouveau confinement de Nice et Dunkerque a apporté un changement notable: les librairies sont désormais considérées comme des commerces « essentiels ».

Au-dessus des lois « La décision de Facebook [de bannir de sa plateforme les médias australiens] est aussi arrogante que désolante. Mais elle confirme les craintes de bien des gouvernements: la Big Tech se croit au-dessus des États et des lois. » (Scott Morrison, Premier ministre australien)

Ne vivant plus en France depuis plusieurs années, je porte un regard très distant sur la façon dont les informations y sont diffusées.

Et je l'ai déjà dit, mais je dois, je pense, le répéter: ce qui se dit et s'écrit en France sur tous les sujets ne vise pas à informer, mais à formater les esprits.

Je ne suis pas certain que les journalistes et commentateurs qui procèdent au formatage soient tous conscients de ce qu'ils font, tant ils baignent dans le formatage qu'ils sont eux-mêmes formatés.

Cela ne change rien au résultat. Les dirigeants politiques sont formatés, eux aussi, et, s'ils s'éloignent du formatage, deviennent inaudibles.

Sur de nombreux sujets, celui que je considère comme le plus intelligent et le plus courageux des journalistes en activité en France aujourd'hui, Éric Zemmour n'échappe pas totalement au formatage.

Si ce qu'il dit sur l'islam est très pertinent, ce qu'il dit sur d'autres sujets (droit, géopolitique) l'est souvent beaucoup moins.

Il est très difficile de trouver des articles décrivant la situation économique réelle de la France. Or celle-ci est bien plus préoccupante qu'on ne le dit généralement.

Les articles sur l'environnement sont quasiment tous imprégnés de l'idée que le « dérèglement climatique » est une réalité.

Si des dénonciations de l'écologie néo-communiste façon Europe-Ecologie-Les Verts peuvent être énoncées, les articles disant qu'il n'y a pas de

« dérèglement » sont rares et marginaux.

Des livres paraissent sur le sujet, mais sont entourés d'un pesant silence.

Des expressions disséminées deviennent vite omniprésentes. Ainsi « séparatisme islamiste ». Il y a deux ou trois ans, l'expression était inexistante. Macron l'a employée, et elle se retrouve désormais partout, bien qu'elle soit porteuse d'une vision fautive de l'action de ceux qui procèdent au prosélytisme islamique et cherchent à conquérir et à obtenir la soumission.

Quant au regard posé sur le monde, le moins qu'on puisse dire est qu'il est très biaisé.

La politique française vis-à-vis de la Chine se préoccupe désormais du sort des Ouïghours, et la fascination face à la possibilité que la Chine devienne la première puissance de la planète est moins hégémonique, mais les dénonciations de l'horreur totalitaire chinoise restent encore très feutrées.

L'essentiel de ce qui s'écrit sur le danger chinois reste absolument insuffisant.

Lorsqu'il s'agit de la République islamique d'Iran, c'est pire encore et, bien que Mahmoud Ahmadinejad soit un fanatique anti-occidental aux idées génocidaires, il a bénéficié voici quelques jours d'un entretien très déférent publié dans le « Figaro », qui fut autrefois un journal lisible.

Pendant des années, le régime des mollahs n'a pas été présenté en France comme ce qu'il est: le principal financier du terrorisme islamique.

Quasiment tous les articles consacrés au Premier ministre

israélien Binyamin Netanyahu sont négatifs, et quasiment tous ceux consacrés à Mahmoud Abbas, qui est, en pratique, le chef d'une bande terroriste, sont positifs.

Lorsqu'il s'agit des États-Unis, enfin, il est rarissime de trouver un article qui ne soit pas imprégné de mensonge, et ce à un tel degré qu'il n'y reste peu ou prou rien de vrai.

Pendant quatre ans, Donald Trump a été décrit comme un monstre et un abruti, et l'acharnement contre lui continue de plus belle.

Ce qu'il a accompli pour son pays et pour le monde a été et reste presque totalement occulté ou, quand on en parle, se trouve décrit de façon hideusement déformée.

L'élection frauduleuse de novembre dernier a été et reste présentée en France comme impeccable.

Joe Biden, un vieillard en état de sénilité avancée entouré de gauchistes haineux et destructeurs est décrit si élogieusement qu'en lisant les articles qui lui sont consacrés dans les médias français, on pourrait avoir l'impression qu'il est la huitième merveille du monde.

Nombre de Français savent qu'ils ne sont pas informés par les grands médias français et que ceux-ci désinforment.

Mais, hélas, nombre de Français, à force de recevoir ce que débitent les médias français, en subissent l'influence.

Des médias qui informent sont essentiels au bon fonctionnement d'une démocratie. Des médias qui désinforment sont un péril mortel pour une démocratie. ■

Le rachat des pépites françaises par des fonds américains

Joëlle Melin
Député européen

En septembre 2019, dans l'une de ces gesticulations de communication dont il a le secret, Emmanuel Macron fixait un objectif ambitieux pour la France, afin qu'elle puisse compter d'ici à 2025 « 25 licornes » – nom donné aux entreprises non cotées de la Tech (start-up) valorisées à minimum un milliard de dollars. Malheureusement, l'actualité nous donne une nouvelle fois l'illustration de l'absence de stratégie dans ce domaine, pourtant chasse gardée présidentielle. En deux jours, il y a eu le rachat d'Alsid (spécialiste du marché de la sécurité Active Directory) par l'américain Tenable (spécialiste du Cyber Exposure), puis le passage sous pavillon américain d'une autre pépite française, Sscreen, spécialiste de la sécurité des applications. Cette dernière, qui compte plus de 500 clients dont Natixis Lenovo ou le « Monde », a été rachetée par Datadog basée à New

York et cotée au Nasdaq. Pour rappel, la pépite lyonnaise Sentryo, spécialiste des solutions de cybersécurité pour l'internet des objets industriels, avait ouvert le bal mi-2019 en étant rachetée par le géant US Cisco. Ironie du calendrier, ces rachats coïncident avec l'annonce imminente par le gouvernement d'un « plan cyber », dont l'objectif est de doter enfin la France de sa première « licorne » ! Le fantomatique secrétariat d'État au Numérique de Cédric O s'illustre une nouvelle fois par son absence de stratégie face

aux attaques hostiles des industriels et surtout des fonds américains qui, ayant parfaitement identifié les failles du système français, font tranquillement leur marché en rachetant à bon prix des start-up françaises de la Cyber, compétentes mais trop souvent sous-capitalisées. Cette absence manifeste d'anticipation hypothèque d'ores et déjà toute possibilité d'indépendance nationale dans le domaine de la technologie et demande instamment une vision politique d'envergure comme une véritable stratégie numérique de souveraineté ■

Hôpital

Le rapport qualité sur coût des hôpitaux n'est pas bon. C'est une évidence pour tout le monde, notamment pour les contribuables. Il faut donc profiter des aléas de la pandémie pour en réformer le mode de fonctionnement. Il s'agit d'établissements locaux de santé où les personnels soignants ont un rôle capital. Tous les médecins ont reçu une formation de médecine générale à l'université. Ils ont ensuite acquis une spécialisation. Il serait très simple de créer un certificat ayant pour finalité la direction des centres hospitaliers. Les directeurs d'hôpital seraient ainsi des médecins que l'on pourrait qualifier par cette expression latine : « primus inter pares » (premier parmi les égaux). Ce corps n'empêcherait aucunement l'existence de chefs de service dans chaque spécialité. Mais il aurait une autorité fonctionnelle que n'ont pas les actuels directeurs administratifs. Le directeur d'hôpital devrait évidemment être assisté d'un économiste, en d'autres termes d'une logistique administrative, comme toute direction. Le médecin-directeur et le gestionnaire continueraient à être logés par nécessité absolue de service dans l'hôpital, ou à proximité immédiate, et à bénéficier des prestations accessoires *ad hoc* – le tout évidemment défiscalisé. Le logement par utilité de service des personnels infirmiers serait également une mesure positive pour les malades. Avec à sa tête un médecin-directeur, le rayonnement de l'hôpital prendrait davantage d'importance au niveau de la médecine de ville sectorielle. Cette réforme ne modifierait en rien la Sécurité sociale et la CMU. Des mesures transitoires devront évidemment être prises. Nous avons pu entendre le chef de l'État dire qu'il souhaitait diminuer la bureaucratie. Les médias seraient donc bien inspirés de le prendre au mot et de lui suggérer cette optimisation de l'hôpital.

Jean-Marc Mercier
jeanmarcmercier@outlook.com

Justice

« Ras-le-bol d'une justice qui – si elle n'est pas laxiste – est débordée de toutes parts. »

Laurence Ferrari, journaliste

Méfiance

« Vous avez des communautés, que j'ai qualifiées de "contre factuelles", ancrées dans la méfiance à l'égard de l'autorité. Ces personnes rejettent fondamentalement tout ce qui vient d'une source qui les contredit. »

Eliot Higgins, journaliste

Totalitaire « Il existe une pulsion mortifère et totalitaire chez certains écologistes. »

Pascal Praud, chroniqueur

Vie « Je considère que toutes les vies n'ont pas la même valeur. Il est bien évident que celle d'une personne de 20 ou 40 ans vaut davantage que ma propre existence qui touche à sa fin. Même si je tiens à préciser que je n'ai pas du tout envie de mourir ! »

François de Closets, journaliste

Impunité « Si j'étais élue, l'impunité, ce serait fini; les peines fictives, ce serait fini; la prison garderie, ce serait fini ! »

Marine Le Pen

Séparatisme « S'il y a un séparatisme dangereux, il est lorsque des députés sortent d'une salle quand une jeune femme voilée vient à l'Assemblée nationale alors qu'elle en a le droit. »

Éric Coquerel, député LFI

Absurde « Il y a une absurdité à dire qu'on veut réindustrialiser la France et à se passer de la 5G quand 12 pays européens l'ont déjà commercialisée. »

Cédric O,
secrétaire d'État au Numérique

Libérer et protéger « On est un des pays les plus imposés au monde. Donc il faut deux choses : libérer et protéger. Aujourd'hui c'est le contraire. Aujourd'hui, on contraint toujours davantage avec des normes plus exigeantes et par ailleurs on dérégule à l'extérieur. »

Nicolas Bay, eurodéputé RN

RN « Marine Le Pen vit des problèmes. Elle est à la tête d'une petite PME qui consiste à espérer que les problèmes perdurent. »

Gérald Darmanin,
ministre de l'Intérieur

Collectivités « Sans l'action des collectivités, l'État n'aurait pas pu faire face à la pandémie. »

Christian Estrosi,
maire LR de Nice

Chronique politique

Louis Salleron

Libéralisme et
socialisme

Éd. de Chiré

Face au nihilisme, le mot de Cambronne !

Bernard Antony

Ancien député européen, président de l'AGRF

262 pages – 23 €

À commander sur le site des 4
Vérités ou, auprès du service
abonnement (+ 5 € de port)

L'économiste Louis Salleron fut l'un des principaux théoriciens du corporatisme paysan – et l'une des grandes voix françaises de l'opposition au marxisme. Son livre « Libéralisme et socialisme », récemment réédité, est la reprise d'un cours qu'il donna dans les années 1970 aux étudiants de la Faculté libre de philosophie comparée (l'une des institutions nées pour résister à la guerre culturelle qui sévissait déjà sur les campus universitaires). Cet ouvrage a l'immense avantage de la clarté et de la netteté – sur des sujets où la confusion est bien souvent entretenue. Un livre passionnant – et d'actualité, à l'heure où le communisme relève la tête, après l'apparent triomphe du libéralisme.

Non, nous n'entendons pas expier le fait d'être Français!

Nous n'en tirons certes aucun orgueil personnel, mais de la fierté pour les pères qui nous ont transmis notre belle et grande patrie française.

Nous avons pour honneur de ne pas vouloir la laisser saccager, génocider, par des idéologues de la « déconstruction » – autrement dit par des barbares voulant « faire du passé table rase ».

Notre patrie est comme l'épanouissement, depuis ses sources gauloises et autres, du grand fleuve gallo-romain, devenu le fleuve France, intégrant facilement d'heureux apports complémentaires dans un partage de foi et de valeurs.

Non, nous n'entendons pas expier le fait d'être des « blancs »,

pas plus d'ailleurs que ne devraient expier – selon les forcenés des idéologies « indigénistes » et « décoloniales » – ceux de nos compatriotes issus des peuples d'Asie ou d'Afrique, fiers d'être Français. Comme le sont les héritiers de nombre de ceux qui ont apporté leur labeur à la France ou, plus encore, versé leur sang pour elle.

À tous les forcenés des idéologies de « l'antiracisme », de « l'indigénisme », de la « racisation », de la radicalité islamogauchiste, nous répondons par le mot du vaillant général Cambronne.

Nous sommes des hommes et des femmes, chacun selon notre sexe, complémentaire du sexe opposé comme disait le malicieux Georges Brassens, masculin ou féminin dans l'unité du couple humain.

Nous n'éprouvons aucune aversion pour ceux des petites minorités affectives et sexuelles dont les particularités ne s'harmonisent pas avec la finalité générale de la complémentarité des deux principes, masculin et féminin.

Mais nous refusons la dictature que ces minorités entendent exercer de plus en plus dans certains milieux de la culture, de la politique, des médias, dans l'éducation nationale, voire dans certains clergés.

À ceux qui voudraient nous imposer un principe de soumission parce que nous sommes des hommes et des femmes, vraiment sans complexes d'infériorité pour cela, nous disons le mot du vaillant général Cambronne.

Et, d'ailleurs, la vérité, c'est que l'immense majorité des femmes et des hommes, noirs, jaunes ou blancs, pense comme nous.

Aux activistes d'une féminocratie tout aussi insupportable que le « machisme », nous exprimons aussi notre absolue et joyeuse insoumission.

Aristophane en son temps a magnifiquement exprimé cela dans son allègre comédie « L'Assemblée des femmes ».

Nous n'entendons pas davantage respecter les prosélytes déjantés de l'idéologie dite du « genre » qui est, en réalité, la négation du genre humain.

Enfin, voici que les trois fondamentaux de la révolution culturelle américaine ont fait irruption dans nos médias, fusionnant désormais avec l'indigénisme et le décolonialisme d'Houria Bouteldja et de Saïd Bouamama, ou encore de la *gens* Traoré.

Alors, aux divagations des bobos dingos adeptes chez nous de la « cancel culture », de l'idéologie « woke », et du slogan « Black lives matter », nous répliquons en rappelant que nous sommes en France, pays où le grand Alexandre Dumas, Français mulâtre, ne se sentait pas discriminé, et que l'immense majorité du bon peuple français – les blancs comme les autres – n'entend rien à des analyses absconses archéo-léninistes.

Ainsi, persistons-nous à penser que le mot de Cambronne se justifie à l'égard de tous les manieurs des mots américains de l'entreprise nihiliste de destruction de notre civilisation. ■

Bulletin d'abonnement

Lecteurs occasionnels abonnez-vous !

Lecteurs déjà abonnés abonnez vos amis !

OUI, je souhaite m'abonner pour **6 mois**

(soit 25 numéros) à la revue *Les 4 Vérités hebdo* au prix de 30 € TTC (TVA à 2,10 % incluse) par **chèque joint**

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Courriel

Téléphone

Signature :



Bon à retourner à :

les 4 Vérités Hebdo - Service abonnements
3, rue de l'Arrivée – 75015 Paris

Par notre intermédiaire, vous pouvez avoir des propositions commerciales, politiques ou associatives.
Si vous ne le souhaitez pas, cochez cette case:

ABONNEZ-VOUS